

Marché de services

Règlement de la consultation

(R.C.)

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION GRAND CALAIS TERRES ET MERS
76 boulevard Léon Gambetta - CS 40021
62 101 CALAIS Cedex
Téléphone : 03 21 19 55 00
Télécopie : 03 21 19 55 09
E.Mail : marches.publics@grandcalais.fr

**MARCHE D'ASSISTANCE A LA MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF LOCAL D'ACCOMPAGNEMENT
COLLECTIF PAR FUSION DE CREATION DE 3 STRUCTURES.**

Marché à procédure adapté conformément à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

DATE DE REMISE :

Vendredi 16 juin 2017 à 11h30

Règlement de la consultation

(R.C.)

Article 1er. Objet de la consultation

1.1. Objet des prestations

La présente consultation concerne l'exécution des prestations suivantes :

Marché d'assistance à la mise en place d'un dispositif local d'accompagnement collectif par fusion de création de 3 structures.

Les besoins de la personne publique sont détaillés dans le cahier des clauses particulières (CCP).

1.2. Lieu d'exécution des prestations

Le lieu d'exécution est sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers.

1.3. Divisions en lots et en tranches

1.3.1. Lots

Les prestations ne sont pas divisées en lots.

1.3.2. Tranches

Les prestations ne sont pas divisées en tranches.

1.3.3. Prestations supplémentaires éventuelles (options)

Il n'est pas prévu d'options.

1.4. Forme du marché

Les prestations feront l'objet d'un marché simple à lot unique.

1.5. Délai d'exécution

Le marché débutera dès la notification du marché qui vaudra ordre de service.

La mission objet du présent marché devra être réalisée dans un délai maximum de 12 mois après notification.

La création de la nouvelle entité devant intervenir au 1er janvier 2018, l'accompagnement de la collectivité par le titulaire pourra se poursuivre au cours de l'année 2018, afin de procéder à la finalisation de la procédure (clôture des comptes des structures fusionnées, réalisation des dernières procédures juridiques et enregistrements obligatoires, etc.).

Toutefois, les candidats sont invités à proposer des délais de réalisation optimisés permettant de réduire la durée de la mission à moins de 12 mois.

1.6. Variantes

Aucune variante ne pourra être proposée par les candidats.

Article 2. Conditions de la consultation

2.1. Personne publique contractante

La personne publique contractante est :

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION GRAND CALAIS TERRES ET MERS

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur est :

Madame la Présidente de la Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers

2.2. Organisation de la personne publique

Le service chargé de la procédure est :

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION GRAND CALAIS TERRES ET MERS

Service Marchés Publics

76 boulevard Léon Gambetta - CS 40021

62 101 CALAIS Cedex

2.3. Etendue de la consultation

La présente consultation ouverte est organisée selon une procédure adaptée propre à la personne publique conformément aux dispositions de l'article 27 du Décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

2.4. Organisation de la consultation

Le dossier de consultation est remis gratuitement à chaque candidat sur simple demande par mail ou par fax auprès du service Marchés. Il est également téléchargeable gratuitement sur le site www.klekoon.com.

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- ◇ règlement de consultation ;
- ◇ acte d'engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles ;
- ◇ cahier des clauses particulières (C.C.P.) et ses annexes éventuelles ;

2.5. Mode d'attribution du marché

Le marché sera attribué :

- soit à une entreprise isolée ;
- soit à des entreprises groupées solidaires.

En vertu de l'article 45 V du Décret 2016-360 du 25 mars 2016, il est interdit aux candidats de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements.

En cas de groupement, sa transformation dans une forme juridique déterminée ne pourra pas être exigée pour la présentation de l'offre.

Cependant, après l'attribution du marché, le représentant du Pouvoir Adjudicateur exigera que le titulaire adopte la forme juridique suivante : groupement solidaire.

2.6. Modifications de détails au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 7 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres des modifications de détails au dossier de consultation. Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.7. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

Article 3. Présentation des offres

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes datées et signées par lui :

- ❖ **A** - Les justifications à produire prévues à l'article 48 et suivants du Décret 2016-360 du 25 mars 2016 ; le candidat devra en particulier fournir :
 - la lettre de candidature, établie au moyen de l'imprimé DC1 ;
 - la déclaration du candidat, établie au moyen de l'imprimé DC2 ;

A défaut d'utiliser les imprimés DC1 et DC2 ci dessus désignés :

- Lettre de candidature ou déclaration d'intention de soumissionner, établie sur papier libre, dûment datée et signée et précisant :
 - ◊ le nom et l'adresse du candidat ;
 - ◊ éventuellement le numéro et la nature du (des) lot(s) concerné(s) ;
 - ◊ si le candidat se présente seul ou en groupement ; dans ce dernier cas, désignation des membres du groupement et habilitation donnée au mandataire ;
 - ◊ document relatif aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat.
- ◆ S'ils ne sont pas mentionnés dans la déclaration du candidat (imprimé cerfa DC2) ou si cette dernière n'est pas produite, renseignements et/ou documents suivants permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat :
 - Certificat d'inscription au registre professionnel ou au registre du commerce (dans les conditions prévues par la législation de l'Etat où le candidat est établi, en cas d'entreprise étrangère), ou, le cas échéant, motif de non indication d'un numéro d'enregistrement.
 - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures ou services auxquels se réfère le marché, réalisé au cours des trois derniers exercices
 - Si le candidat est en redressement judiciaire(ou procédure étrangère équivalente), copie du ou des jugements prononcés à cet effet (s'il n'est pas rédigé en langue française, le jugement doit être accompagné d'une traduction certifiée) ;
 - Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 45 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015
- ❖ **B** - Un projet de marché comprenant :
 - L'acte d'engagement (Formulaire ATTR11)
 - Le présent cahier des charges validé
 - Une note méthodologique sur la réalisation de la mission (calendrier, personnel affecté à la mission de l'accompagnement, méthodologie employée)
 - Des références récentes sur des prestations similaires
 - Un planning d'exécution
 - Le prix global et forfaitaire de la mission représentant le coût détaillé par élément ainsi que les frais de déplacements et frais divers (document fournit par le candidat).

Les candidats sont tenus de libeller leurs offres en EUROS et en langue française.

Article 4. Conditions d'envoi ou de remise des offres

Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont adressées ou transmises successivement par un même candidat, seule la dernière reçue dans le délai fixé pour la remise des offres sera ouverte.

Les offres peuvent être adressées ou remises dans les conditions suivantes :

- ♦ transmises par voie électronique sur le site électronique : www.klekoon.com
- ♦ présentées sur support papier et adressées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal. La présentation sur support physique électronique n'est pas autorisée, sauf en ce qui concerne la copie de sauvegarde accompagnant une transmission électronique.
- ♦ présentées sur un support papier et remises sous pli cacheté au service destinataire contre récépissé. La présentation sur support physique électronique n'est pas autorisée, sauf en ce qui concerne la copie de sauvegarde accompagnant une transmission électronique.

Le retrait ou la consultation du dossier de consultation sous forme électronique n'oblige pas à une transmission des offres par voie électronique.

La transmission des offres par message électronique n'est pas autorisée.

Les offres devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Transmission par voie postale ou remise en mains propres

Le pli contenant la candidature et l'offre du candidat porte l'adresse suivante :

- ♦ Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers
- ♦ 76 boulevard Gambetta - CS 40 021
- ♦ 62101 CALAIS CEDEX

Horaires d'ouverture des bureaux : 8h à 12h et 14h à 17h

Le pli indique la mention suivante :

**« MARCHÉ D'ASSISTANCE A LA MISE EN PLACE D'UN DLA COLLECTIF PAR FUSION DE CREATION
DE 3 STRUCTURES - NE PAS OUVRIR »**

L'enveloppe contiendra les renseignements relatifs à la candidature et à l'offre.

Les documents relatifs à la candidature comprennent :

- ♦ Les justifications à produire telles qu'elles sont énumérées à l'article 3 A ci dessus.

Les documents relatifs à l'offre comprennent :

- ♦ Le projet de marché demandé au paragraphe B de l'article 3 ci-dessus.
- ♦ Le mémoire justificatif demandé au paragraphe ci-dessus.

Transmission par voie électronique

Il sera fait application des dispositions de l'arrêté pris en application de l'article 39 du Décret 2016-360 du 25 mars 2016, relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Les candidats ne pourront pas recourir à des modes différenciés de transmission pour la candidature et pour l'offre. Ils présenteront leur réponse dans un fichier comprenant à la fois les documents relatifs à la candidature et ceux relatifs à l'offre.

Les documents relatifs à la candidature comprennent :

- ♦ Les justifications à produire telles qu'elles sont énumérées à l'article 3 A ci dessus.

Les documents relatifs à l'offre comprennent :

- ♦ Le projet de marché demandé au paragraphe B et C de l'article 3 ci-dessus.

La transmission dématérialisée ne pourra être exécutée que sur le site Internet suivant :

- ◆ www.klekoon.com

Un mode d'emploi est disponible sur le site. Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats. Chaque transmission dématérialisée fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Contraintes informatiques

Tout document envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par la personne publique sera réputé n'avoir jamais été reçu. Aussi, il est conseillé aux candidats d'utiliser un antivirus régulièrement mis à jour.

Par ailleurs, afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, les candidats ne doivent utiliser ni les exécutables (notamment les ".exe"), ni les "macros".

Les formats de fichiers acceptés par la personne publique sont les suivants : Word, Excel, Powerpoint, Winzip et Acrobat Reader. Le candidat doit faire en sorte que sa réponse ne soit pas trop volumineuse. Lorsque le candidat ne peut matériellement pas transmettre des documents (ou des objets) par voie dématérialisée, il est autorisé à utiliser l'une des autres voies de transmission prévues par le présent règlement.

Dispositions relatives à la signature électronique

Les documents relatifs à la candidature et les actes d'engagement transmis par voie électronique seront signés par le candidat selon les modalités prévues par arrêté du ministre chargé de l'économie.

Dispositions relatives à la copie de sauvegarde

En cas de transmission dématérialisée, une copie de sauvegarde établie sur support papier ou sur support physique électronique peut être envoyée ou remise par le candidat.

La copie de sauvegarde n'est recevable que si les deux conditions suivantes sont remplies :

- ◆ elle est parvenue à destination dans délai fixé pour la remise des offres.
- ◆ elle est placée dans un pli scellé portant, outre les mentions exigées aux articles ci-dessus, la mention lisible « COPIE DE SAUVEGARDE ».

La copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans l'un des cas suivants :

- ◆ la candidature et l'offre transmises par voie électronique ne peuvent pas être ouvertes ;
- ◆ la copie de sauvegarde est parvenue dans le délai de dépôt des offres à contrario de la réponse transmise par voie électronique.

Dans le cas d'une offre présentée par un groupement, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Article 5. Choix et classement des offres

Les offres devront être conformes aux prescriptions du cahier des clauses particulières.

Après réception des offres, la Communauté d'Agglomération se réserve la possibilité de négocier avec l'ensemble des candidats.

A l'issue de cette phase, si elle a lieu, un classement des offres sera effectuée.

Le classement des offres et le choix de l'attributaire sont fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération sous forme de points.

Les offres seront examinées au regard des critères d'attribution suivants et dans l'ordre suivant :

- 1. Conduite de l'accompagnement (40 pts)
 - ✓ Méthodologie proposée (10 pts)
 - ✓ Délai de réalisation (20 pts)
 - ✓ Capacité à appréhender les spécificités locales du territoire (10 pts)
- 2. Compétences et références (20pts)
 - ✓ Composition et compétences de l'équipe pour la réalisation de la mission (10 pts)
 - ✓ Références et expériences de prestations dans un accompagnement similaire (3 dernières années) (10 pts)
- 3. Prix de la prestation (40 pts)

Les critères de notations pour la conduite de l'accompagnement et les compétences / références sont les suivants :

Coefficients de pondérations :

Très satisfaisant 1

Satisfaisant 0,7

Moyennement satisfaisant : 0,5

Insatisfaisant : 0,1

Le critère prix sera analysé selon la formule suivante :

$$\text{Note attribuée au candidat} = \frac{\text{Offre la moins la chère} \times \text{Pondération (40)}}{\text{Offre du candidat}}$$

Après examen des offres, le représentant du Pouvoir Adjudicateur attribue le marché à celui dont l'offre est économiquement la plus avantageuse.

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur peut, en accord avec le candidat retenu, procéder à une mise au point des composantes du marché sans que ces modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles, notamment financières, du marché.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix prévaudront sur toute autre indication de l'offre.

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur peut à tout moment mettre fin à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

Article 6. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats peuvent contacter :

Pour la partie technique :

Monsieur Arnaud DENIEUL - 03.21.19.55.95

Pour la partie administrative

Service Marchés Publics - 03.21.19.55.00 - Mail : marches.publics@grandcalais.fr